

Une nouvelle étude rejette les politiques de croissance verte comme moyen de sortir de l'urgence...

Jancovici



Credit: CC0 Public Domain

Par [Autonomous University of Barcelona](#) dans Phys.org le 28 Mai 2019 :
<https://phys.org/news/2019-05-dismisses-green-growth-policies-route.html>

Une nouvelle étude examine les politiques de croissance verte telles qu'énoncées dans les principaux rapports de la Banque mondiale, de l'OCDE et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et teste la théorie à l'aide de données empiriques et de modèles existants sur la relation entre le PIB et l'empreinte matérielle et les émissions de CO₂.

https://eos.com/ndvi-ndwi-evi-savi-arvi-gci-agro?utm_source=google_lv&utm_campaign=2018243227&utm_term=72247871700-&utm_content=354191391589&network=d&device=c&adposition=none&loc_physical_ms=9056136&placement=phys.org&placement=phys.org&gclid=EAIaIQobChMIkajZvM3a4gIVjo0bCh2J6g0tEAEYASAAEgJLIfD_BwE

L'article "Is Green Growth Possible" est co-écrit par Jason Hickel (Goldsmiths, Université de Londres) et Giorgos Kallis (ICTA-UAB), et a été publié dans la revue *New Political Economy*.

En ce qui concerne l'empreinte matérielle, la question est de savoir si nous pouvons parvenir à dissocier totalement le PIB de l'utilisation des ressources. Leurs résultats montrent que les projections empiriques ne montrent pas de découplage absolu à l'échelle mondiale, même dans des conditions très optimistes. En outre, ils suggèrent que, bien que certains modèles montrent que cet objectif peut être atteint dans des pays à revenu élevé dans des conditions très optimistes (voire irréalistes), il ne peut être maintenu à long terme, compte tenu des limites imposées aux améliorations de l'efficacité.

Ces résultats reposent sur l'hypothèse d'une croissance actuelle du PIB d'environ 2 à 3 % par an. Ils estiment qu'il pourrait être possible d'obtenir des réductions

absolues de l'utilisation des ressources avec une croissance du PIB inférieure à 1% par an. Toutefois, pour parvenir à des réductions suffisamment rapides pour nous ramener à des seuils de sécurité, il faudra des stratégies de décroissance.

Pour les émissions de CO₂, la question est de savoir si nous pouvons réduire les émissions assez rapidement pour rester dans les budgets carbone pour 1,5°C ou 2°C, comme le prévoit l'Accord de Paris. Les chercheurs affirment que des réductions d'émissions conformes aux 2°C ne sont possibles que si la croissance du PIB mondial ralentit à moins de 0,5 %. De même, ils indiquent que les réductions pour 1,5°C ne sont possibles que dans un scénario de décroissance. Ces résultats se maintiennent même dans des conditions politiques optimistes, avec des taxes élevées sur le carbone et des taux rapides d'innovation technologique.

En d'autres termes, bien que nous ayons besoin de toutes les interventions politiques gouvernementales et de toutes les innovations technologiques que nous pouvons obtenir, toute tentative réussie de réduction adéquate des émissions exigera que nous réduisions la demande énergétique globale.

A la lumière de ces résultats, nous concluons que la politique de croissance verte manque de soutien empirique. En effet, les faits soulèvent des questions quant à la légitimité des efforts de la Banque mondiale et de l'OCDE pour promouvoir la croissance verte comme moyen de sortir de l'urgence écologique. Tous les programmes politiques qui reposent sur des hypothèses de croissance verte—tels que les objectifs de développement durable—doivent être réexaminés d'urgence.

(publié par J-Pierre Dieterlen)